

Avril 2019

Les Britanniques dans le Golfe à la lumière du Brexit

Observatoire du monde arabo-musulman
et du Sahel

CAMILLE LONS

SOMMAIRE

INTRODUCTION	3
1 – LE BREXIT PORTEUR DE NOUVELLES OPPORTUNITÉS ÉCONOMIQUES ?.....	4
2 – DES PROMESSES ÉCONOMIQUES QUI TARDENT À SE MATÉRIALISER.....	6
3 – SUR LE PLAN MILITAIRE, LE RETOUR BRITANNIQUE « À L’EST DE SUEZ »	7
4 – L’AFFAIRE KHASHOGGI ET LA GUERRE AU YÉMEN : UN TOURNAN DANS LA POLITIQUE BRITANNIQUE TRADITIONNELLE DE RÉASSURANCE DES RÉGIMES DU GOLFE ?	8
5 – UN ÉQUILIBRE DIFFICILE À TROUVER DANS L’ARBITRAGE INFLUENCE/FERMETÉ ENVERS LES RÉGIMES DU GOLFE.....	9
6 – ENTRE DIVISIONS INTRA-EUROPÉENNES, RETRAIT AMÉRICAIN ET MONTÉE DE NOUVEAUX ACTEURS DANS LA RÉGION.....	11

Les Britanniques dans le Golfe à la lumière du Brexit**

INTRODUCTION

C'était il y a près de deux ans. La Première ministre anglaise Theresa May faisait une tournée des pays du Golfe très remarquée, quelques mois seulement après l'annonce du Brexit en juin 2016. Pour le Royaume-Uni, l'objectif est alors de renouer les liens avec ses partenaires historiques pour tenter de prévenir le coût économique du Brexit et prouver que le divorce avec ses partenaires européens ne se traduira pas par un retrait britannique de la scène internationale. Lors du Forum de Manama à Bahreïn en décembre 2016, le Secrétaire des Affaires étrangères de l'époque, Boris Johnson, avait ainsi annoncé le retour du Royaume-Uni « à l'Est de Suez », près de 45 ans après son retrait de la région.

Cette alliance affichée avec les pays du Golfe, et notamment avec l'Arabie saoudite, fait cependant face à de nombreuses controverses. Malgré une offensive de charme lancée auprès des pays occidentaux, l'Arabie saoudite, premier client de l'industrie d'armement britannique, ne parvient pas à faire oublier son implication au Yémen, où elle est accusée par certaines ONG de crimes de guerre. De plus, le Royaume saoudien et son allié émirien ont adopté depuis quelques années des politiques très agressives et imprévisibles, que ce soit sur le plan extérieur avec l'embargo contre le Qatar, l'intervention au Yémen, et l'enlèvement à Riyad du Premier ministre libanais Saad Hariri, ou dans la répression de plus en plus musclée de toute forme d'opposition en interne. À un moment où le Royaume-Uni cherche à approfondir sa coopération avec les pays du Golfe, la succession de scandales place Londres dans une position délicate, mais aussi questionne la fiabilité de ses alliés dans la région.

Le meurtre en octobre 2018 du journaliste saoudien Jamal Khashoggi a contraint le gouvernement britannique à afficher une position de fermeté tranchant avec son habituelle réserve. L'embellie a cependant été de courte durée et l'unité affichée avec la France et l'Allemagne a vite volé en éclat, révélant les divisions intra-européennes et le déclin inéluctable de l'influence britannique dans le Golfe, alors même que la région se tourne vers de nouvelles puissances telles que la Chine et la Russie.

** Camille Lons, ECFR.

Où en sont aujourd'hui les relations entre le Royaume-Uni et les pays du Golfe ? Que sont devenues les promesses de contrats et d'investissements faites il y a deux ans ? De quels leviers d'influence le Royaume-Uni dispose-t-il dans la région dans un contexte où les pays du Golfe se tournent de plus en plus vers de nouvelles puissances telles que la Russie et la Chine ?

I – Le Brexit porteur de nouvelles opportunités économiques ?

Les relations économiques entre le Royaume-Uni et les pays du Golfe sont anciennes et solides. Le commerce entre le Royaume-Uni et les pays du Conseil de Coopération du Golfe (CCG) se chiffre à près de 30 milliards de livres par an, faisant de la région le deuxième importateur non-européen de biens britanniques. Les pays du Golfe sont aussi des investisseurs majeurs dans l'économie britannique, notamment dans le secteur immobilier londonien. Alors que la date butoir du Brexit se rapproche, les pays du Golfe vont très probablement gagner en importance dans le commerce extérieur britannique. Dès avril 2017, le gouvernement britannique a annoncé que les pays du CCG seraient l'une des destinations principales de ses investissements, et a identifié des opportunités d'investissements estimées à hauteur de 30 millions de livres pour les cinq années suivantes.

Pour le gouvernement de Theresa May, développer les échanges avec les pays du Golfe n'est pas qu'une question économique, mais s'inscrit dans une relation politique et stratégique plus large. Le Secrétaire d'État au commerce international, Liam Fox, déclarait ainsi devant la Chambre des Lords en 2017 que le commerce, l'aide au développement, la sécurité et la stabilité politique et sociale « *font partie du même continuum* », et que le commerce est « *une façon d'approfondir les relations stratégiques sur le long terme* »¹.

Tandis que l'UE avait échoué à établir un traité de libre-échange avec le CCG depuis le lancement des négociations en 1990, le Brexit est présenté par le gouvernement de Theresa May comme une opportunité pour le Royaume-Uni de « *forger un nouvel accord commercial pour l'ensemble du Golfe* », prédisant que cela pourrait « *assurer un nouveau degré de prospérité* » pour les générations à venir².

Si le Royaume-Uni ne peut pour le moment pas formellement signer d'accord tant qu'il reste membre de l'Union européenne, son gouvernement s'est positionné pour commencer à préparer des traités prêts à être signés. Le Secrétaire d'État britannique au

¹ <https://publications.parliament.uk/pa/ld201617/ldselect/ldintrel/159/15911.htm>

² Sommet du CCG au Bahreïn en décembre 2016.

commerce international Liam Fox était encore en février 2019 en visite aux Émirats et à Oman pour discuter des détails d'un possible traité une fois le Royaume-Uni sorti du marché commun.

Cependant, les flottements autour du Brexit et le manque absolu de clarté quant à ce que sera la situation du Royaume-Uni en dehors de l'UE, ont pour le moment limité la progression des négociations. Dans un rapport du Parlement britannique de mai 2018, des fonctionnaires du Département pour le Commerce international soulignent le manque patent de moyens et de personnel dédié à l'établissement de ces nouveaux accords de libre-échange, ralentissant ainsi la négociation des traités³. De plus, si l'objectif initial était de signer un premier accord de libre-échange avec l'ensemble du CCG, la crise du Qatar rend aujourd'hui la tâche plus difficile.

Du côté des pays du Golfe, la confusion qui règne chez leur partenaire britannique soulève beaucoup de perplexité, mais laisse surtout entrevoir la possibilité d'obtenir des conditions intéressantes étant donnée la position de vulnérabilité du Royaume-Uni dans les négociations.

Au-delà de la question du traité de libre-échange, le gouvernement britannique s'est aussi concentré sur le besoin de continuer à sécuriser de nouveaux accords et contrats commerciaux avec les pays du Golfe. Les dernières années ont ainsi été marquées par une diplomatie économique très active.

En mars 2018, la visite à Londres du prince héritier saoudien Mohammed ben Salmane s'était soldée par la signature d'une vingtaine d'accords économiques pour une valeur de 1,5 milliard de livres, dans des domaines variés tels que l'éducation, la pharmacie et la finance. Le Royaume saoudien fait alors miroiter les opportunités générées par son ambitieux plan de réforme économique « Vision 2030 ». Les ambitions de diversification de l'économie saoudienne ouvrent en effet de nouvelles opportunités, notamment dans des secteurs où le Royaume-Uni détient une expertise spécifique comme dans la santé, l'éducation, les services financiers, les infrastructures et la construction.

³ <https://publications.parliament.uk/pa/ld201617/ldselect/ldintrel/159/15911.htm>

2 – Des promesses économiques qui tardent à se matérialiser

Un an plus tard, les promesses faites tardent cependant à se matérialiser. Pour une officielle du Foreign and Commonwealth Office, il est fréquent que les pays du CCG annoncent plus d'investissements et de contrats qu'ils n'en font en réalité, et le bilan de ces dernières années reste décevant pour le Royaume-Uni.

Cela est dû en partie au fait que les économies du Golfe font face à des difficultés qui les forcent à revoir leurs projets à la baisse. En Arabie saoudite, trois ans après le lancement du projet de réformes économiques « Vision 2030 », le bilan reste très mitigé. Malgré un rebond partiel en 2018, la chute des prix du pétrole conduit à d'importants déficits budgétaires et à la déflation à partir de janvier 2019 dans plusieurs pays de la région. Bien que l'Arabie saoudite continue d'annoncer des projets d'investissements, le déficit projeté du Royaume est de 35 milliards de dollars en 2019. Plusieurs mégaprojets d'infrastructures comme la cité futuriste de Neom tardent à voir le jour. Les secteurs alternatifs aux hydrocarbures que la Vision 2030 cherchait à développer, restent très limités faute de main d'œuvre qualifiée adaptée. Du côté des Émirats, le gouvernement reste très discret sur la situation réelle de son économie, mais plusieurs études signalent que la croissance du PIB, de 1,9 % en 2018, est à son niveau le plus bas depuis 2009. De plus, l'augmentation du coût de la vie à Dubaï fait fuir un nombre croissant de sociétés et de travailleurs étrangers.

Au-delà des difficultés économiques liées à la baisse du prix du pétrole, les pays du Golfe font aussi face à une baisse des investissements étrangers. En Arabie saoudite, ceux-ci sont passés de près de 7,4 milliards de dollars par an avant 2016, à 2,4 milliards en 2018. Cette chute est interprétée par certains observateurs comme le résultat de la politique agressive et imprévisible menée depuis deux ans par le prince héritier Mohammed ben Salmane, qui aurait refroidi les investisseurs, notamment britanniques. En octobre 2018, la conférence économique « Davos du désert » organisée à Riyadh quelques semaines seulement après le meurtre de Jamal Khashoggi a été boudée par de nombreux grands patrons et personnalités économiques et politiques britanniques et internationaux, dont notamment, le Secrétaire d'État au commerce Liam Fox, les patrons de HSBC et de Standard Chartered, ainsi que les représentants du *Financial Times* et de *The Economist*. Le même mois, un fonds d'investissement anglais, Pharo Management, a publiquement rendu à l'Arabie saoudite 300 millions de dollars, en signe de protestation après le meurtre du journaliste, un geste rare et symboliquement fort.

Les dérives autoritaires du régime saoudien ont en effet beaucoup affecté l'image du Royaume à l'international, et certains investisseurs britanniques expriment en privé des doutes croissants face à un leadership saoudien de moins en moins stable et prévisible. Cependant, de manière générale, la plupart des entreprises ont maintenu leurs liens avec

le Royaume et continuent de considérer les pays du Golfe comme porteur d'importantes opportunités économiques.

3 – Sur le plan militaire, le retour britannique « à l'Est de Suez »

Cette relance de la relation économique entre le Royaume-Uni et les pays du Golfe s'accompagne d'un projet plus large de renforcer la coopération avec la région dans les domaines politique et militaire. Depuis son retrait du golfe Persique en 1971, le Royaume-Uni a maintenu une empreinte militaire importante dans la région, notamment à travers la formation d'une part très importante du personnel militaire dans des centres de formation britanniques tels que Sandhurst. Le Golfe persique est toujours resté une région cruciale pour les intérêts britanniques, et le désir de renforcer leur coopération militaire avec les pays du Golfe s'est fortement accéléré à la suite des Printemps arabes de 2011.

Entre 2005 et 2009, la Royal Air Force utilisait déjà la base d'Al-Udeid au Qatar pour le soutien à des opérations en Iraq et Afghanistan. En 2009, elle obtient le droit d'utiliser les installations de la base aérienne émirienne d'Al-Minhhab, au sud de Dubaï, qui accueille aujourd'hui le Panavia Tornado et les escadrons d'Eurofighters Typhoon. Ce retour militaire « à l'est de Suez » s'est cependant accéléré avec la signature en 2012 de contrats de coopération de défense avec le Bahreïn et les Émirats arabes unis. Le partenariat avec Bahreïn débouche en 2016 sur l'établissement de la première base britannique permanente dans la région, la base navale de Juffair, dans le port bahreïni de Mina Salman.

Lors d'un meeting en marge du sommet du CCG à Bahreïn, en 2016, Theresa May a ainsi indiqué que le Royaume-Uni souhaitait investir plus de 3 milliards de livres de budget défense dans la région au cours des dix prochaines années. Cette attitude très proactive s'est en effet matérialisée dans les années qui ont suivi. En septembre 2017, le Royaume-Uni a renforcé sa coopération de défense avec l'Arabie saoudite en signant un nouvel Accord de coopération militaire⁴. L'accord prévoit une coopération accrue dans les domaines du contre-terrorisme, du renseignement, de l'entraînement et du soutien logistique. Plus récemment, en février 2019, la signature de l'accord-cadre de coopération militaire avec Oman prévoit le développement d'une base navale à Duqm, ouvrant directement sur l'océan Indien. Certaines rumeurs en novembre 2018, démenties par le gouvernement britannique, ont mentionné que le Royaume-Uni serait aussi en train de négocier la création d'une base navale au Koweït.

⁴ <https://www.gov.uk/government/news/new-agreement-strengthens-uk-saudi-arabia-defence-relationship>

Cette présence militaire britannique accrue dans le Golfe répond à plusieurs objectifs. Elle vise tout d'abord à rassurer les régimes de la région qui ont vu avec beaucoup d'inquiétude les soulèvements du Printemps arabe à partir de 2011, considérant que la stabilité de ces régimes est importante pour la stabilité de la région. Elle vise aussi à s'appuyer sur les pays du Golfe pour lutter contre l'influence régionale de l'Iran et coopérer dans le domaine de la lutte contre le terrorisme.

4 – L'affaire Khashoggi et la guerre au Yémen : un tournant dans la politique britannique traditionnelle de réassurance des régimes du Golfe ?

La volonté britannique d'accroître la coopération économique, politique et militaire du Royaume-Uni avec les pays du Golfe se heurte à la question épineuse des droits de l'Homme. Cette problématique revient de manière récurrente dans le débat politique britannique. Londres maintient en effet une politique traditionnelle de réassurance de ses partenaires du Golfe, refusant de les attaquer frontalement et publiquement sur la question des droits de l'Homme, avec l'espoir de maintenir de bonnes relations avec eux et de les influencer de manière positive sur un plus long terme.

Dans une déclaration devant la Chambre des Lords en mai 2017, le Secrétaire d'État au Commerce international, Liam Fox, expliquait ainsi que la coopération dans le domaine commercial et sécuritaire était conçue comme une manière d'établir une relation de long terme et d'influencer les systèmes politiques pour mener les pays partenaires à améliorer leur respect des droits de l'Homme⁵.

Cette politique a suscité de nombreuses critiques lorsque Londres accorda, par exemple, son soutien au régime bahreïni malgré la répression opérée contre les manifestations en 2011, et refusa, en 2017, de soutenir une déclaration des Nations Unies dénonçant les violations des droits de l'Homme perpétrées par le Royaume⁶.

De la même manière avec l'Arabie saoudite, le Royaume-Uni a cherché à contourner la question épineuse des droits de l'Homme en insistant sur la coopération en matière de lutte contre le terrorisme ou sur les progrès réalisés sur le plan sociétal, tels que le droit des femmes de conduire.

La Grande-Bretagne a longtemps considéré que les puissances du Golfe jouaient un rôle de modération et de stabilisation important pour la région, et que par conséquent il était

⁵ <https://publications.parliament.uk/pa/ld201617/ldselect/ldintrel/159/15911.htm>

⁶ <https://researchbriefings.parliament.uk/ResearchBriefing/Summary/CDP-2018-0197#fullreport>

important de soutenir la stabilité de leurs régimes, malgré leur dimension autoritaire. Si les ventes d'armes britanniques aux pays du Golfe ont fortement augmenté au moment des Printemps arabes, c'est parce que les intérêts britanniques étaient alors de maintenir dans la région l'ordre des régimes autoritaires en place.

Cependant l'assassinat du journaliste saoudien Jamal Khashoggi en octobre 2018 a provoqué une réaction d'ampleur mondiale sans précédent, relançant par le même coup le débat sur les ventes d'armes à l'Arabie saoudite et aux Émirats arabes unis, et contraignant le gouvernement britannique à prendre une position de fermeté tranchant avec son habituelle discrétion. Le Royaume-Uni a ainsi pris part à une déclaration conjointe avec la France et l'Allemagne dénonçant avec fermeté le meurtre du journaliste et appelant à une enquête indépendante⁷.

5 – Un équilibre difficile à trouver dans l'arbitrage influence/fermeté envers les régimes du Golfe

L'affaire Khashoggi s'inscrit dans une tendance plus large de durcissement des régimes autoritaires, principalement en Arabie saoudite et aux Émirats depuis plusieurs années, ce qui inquiète de manière croissante les cercles décisionnels britanniques. En Arabie saoudite, l'arrivée au pouvoir du jeune prince héritier Mohammed ben Salmane s'est accompagnée de plusieurs épisodes d'arrestations et de répression musclées de l'opposition politique, religieuse et intellectuelle, y compris à l'intérieur même de la famille royale. Aux Émirats, l'arrestation en mai 2018 et la condamnation à perpétuité – avant sa libération – du jeune chercheur britannique Matthew Hedges, a profondément marqué les relations anglo-émiriennes, traduisant notamment une transformation du rapport de force entre les deux pays.

Parallèlement à ces durcissements autoritaires, le gouvernement britannique est aussi accusé de vendre des armes à des pays de la coalition au Yémen, avec le risque que celles-ci soient utilisées dans des circonstances qui violeraient le droit humanitaire international ou les droits de l'Homme. Le Royaume-Uni est en effet le second plus grand exportateur d'armes vers l'Arabie saoudite après les États-Unis. Depuis le début du conflit au Yémen, le pays a vendu pour 4,7 milliards de livres de licences d'armements à l'Arabie saoudite, et 860 millions à ses alliés de la coalition arabe. Or, la coalition est soupçonnée de crimes de guerre et violations des droits de l'Homme au Yémen.

Un rapport du comité pour les relations internationales de la chambre des Lords, en février 2019, a établi que les ventes d'armes aux pays impliqués au Yémen étaient illégales

⁷ <https://www.gov.uk/government/news/joint-uk-france-and-germany-statement-on-jamal-khashoggis-death>

dans la mesure où le gouvernement britannique ne faisait pas les démarches suffisantes pour établir avec certitude que les armes vendues n'étaient pas utilisées dans des conditions qui violaient le droit international⁸.

Suite au raz-de-marée médiatique déclenché par l'affaire Khashoggi, cette question des droits de l'Homme et des ventes d'armes aux pays du Golfe a été fortement politisée par l'opposition britannique, et notamment le leader du parti travailliste Jeremy Corbyn, pour déstabiliser le gouvernement de Theresa May. Certains activistes et associations ont aussi tenté d'utiliser cette opportunité politique pour pousser le gouvernement britannique à faire pression sur ses partenaires du Golfe afin de trouver plus rapidement un accord de paix au Yémen.

La question des ventes d'armes et des droits de l'Homme pose cependant un dilemme majeur pour le gouvernement britannique. Au-delà de la dimension purement économique et commerciale, elle se situe au cœur des intérêts stratégiques clés pour le Royaume-Uni.

La vente d'armes est pour le Royaume-Uni un moyen de continuer à se projeter comme une puissance militaire à l'étranger alors même qu'il est confronté au déclin de son influence sur le plan international. Les ventes s'accompagnent en effet d'une dimension importante de coopération stratégique et s'inscrivent, par leur nature même, dans un temps long qui favorise l'établissement de relations qui s'inscrivent dans la durée.

De plus, l'argument du gouvernement britannique lors des débats récents était que la vente d'armes et la coopération militaire étaient le meilleur moyen de maintenir un levier d'influence auprès des pays du Golfe et de les pousser à négocier un traité de paix au Yémen. Le Royaume-Uni détient en effet un rôle important dans les négociations puisque l'Envoyé spécial des Nations Unies au Yémen, Martin Griffiths, est Britannique, et que le Royaume-Uni fait partie du quartet de négociation avec les États-Unis, l'Arabie saoudite et les Émirats.

Force est de constater cependant que c'est avant tout la position de fermeté coordonnée avec la France et l'Allemagne suite au meurtre de Jamal Khashoggi qui a poussé les Saoudiens à faire des compromis au Yémen et a débouché, le mois suivant, sur l'accord de Stockholm.

Cet arbitrage influence/fermeté devient de plus en plus difficile à établir pour le Royaume-Uni et ses alliés européens face à des régimes du Golfe qui n'hésitent pas à diversifier leurs relations avec de nouvelles puissances telles que la Chine et la Russie, et qui abordent leurs relations avec les pays occidentaux sous un angle de plus en plus transactionnel. Les réactions parfois imprévisibles et virulentes du jeune prince héritier

⁸ <https://www.theguardian.com/world/2019/feb/16/uks-saudi-weapons-sales-unlawful-lords-committee-finds>

saoudien, notamment envers le Canada et l'Allemagne en 2018 suite à des critiques prononcées sur la situation des droits de l'Homme dans le Royaume, rendent les Britanniques très soucieux de ne pas froisser leur interlocuteur. Pour beaucoup d'observateurs, l'affaire Matthew Hedges aux Émirats révèle la perte de réels moyens de pression du Royaume-Uni auprès des pays du Golfe et une transformation du rapport de forces entre Londres et ses anciennes colonies.

Le court moment de communion européenne qui a fait suite à l'affaire Khashoggi s'est rapidement effrité face au retour des intérêts nationaux. Alors que le Royaume-Uni et la France refusent de se joindre à l'Allemagne dans sa décision de suspendre les ventes d'armes à l'Arabie saoudite, les deux pays font même pression sur leur allié allemand pour que cette décision n'affecte pas les commandes d'Eurofighters Typhoon dont certains composants sont produits en Allemagne.

Lors de son dernier voyage à Riyad début mars 2019, le Secrétaire d'État aux Affaires étrangères, Jeremy Hunt, s'est montré plus conciliant dans son discours, évoquant l'importance du partenariat avec l'Arabie saoudite pour « *préserver la sécurité du Royaume-Uni* » et « *apporter la paix au Yémen* »⁹, et revenant ainsi à la ligne traditionnelle du Royaume-Uni dans la région.

6 – Entre divisions intra-européennes, retrait américain et montée de nouveaux acteurs dans la région

L'affaire Khashoggi, le conflit au Yémen et les évolutions en cours dans les pays du Golfe ces dernières années marquent un tournant important dans les relations entre le Royaume-Uni et la région, moins pour ce qu'elles représentent en elles-mêmes que pour ce qu'elles témoignent des transformations profondes des rapports de forces à l'œuvre. Alors que les États-Unis montrent des signes croissants de désengagement et que de nouvelles puissances comme la Chine et la Russie émergent, la question des leviers d'influence du Royaume-Uni dans la région se pose de manière cruciale.

Si les États-Unis demeurent la puissance clé dans la région, les signes de leur retrait progressif ont poussé les pays du Golfe à diversifier leurs relations avec de nouvelles puissances émergentes dans la région, telles que la Russie et la Chine. Ces deux pays n'ont pour le moment ni les moyens ni le désir de remplacer le rôle de gendarme que les Américains ont endossé dans la région, mais leur empreinte économique et sécuritaire ne cesse de croître. La Chine est devenue le premier importateur mondial de pétrole, avec l'Arabie saoudite comme premier fournisseur depuis 2018. Son projet de

⁹ <http://english.alarabiya.net/en/News/gulf/2019/03/02/Jeremy-Hunt-Strategic-partnership-with-Saudi-Arabia-helps-keep-UK-safe.html>

Nouvelles Routes de la Soie, dans lequel la péninsule arabique occupe une place importante, conduit Pékin à réaliser des investissements massifs dans les ports et infrastructures logistiques de la région, avec des répercussions politiques et sécuritaires inévitables – bien qu’encore difficiles à prévoir – dans les années à venir.

De plus, les pays du Golfe cherchent de plus en plus à atteindre une forme d’autonomie et à assurer leur propre sécurité régionale, cherchant notamment à développer leur industrie de défense nationale. Ces dernières années, les Émirats notamment ont montré une capacité croissante à projeter leur présence militaire sur des théâtres extérieurs comme au Yémen et en Libye, ou dans des bases situées dans la Corne de l’Afrique.

Sur le plan des ventes d’armes, la stratégie du Royaume-Uni d’utiliser celles-ci comme un outil important d’influence envers les pays du Golfe pourrait être remise en question par la concurrence grandissante de la Russie et de la Chine. Bien que l’Europe et les États-Unis continuent de fournir 98 % des armes saoudiennes, Moscou et Pékin apparaissent de plus en plus comme une alternative intéressante et moins coûteuse. Le Qatar et l’Arabie saoudite négocient actuellement l’achat du système de missiles russe S-400, contre lequel les États-Unis menacent d’imposer des sanctions. De la même manière, la Chine, qui est devenue le cinquième plus gros vendeur d’armes au monde, juste devant le Royaume-Uni, accepte de vendre aux pays du Golfe des drones que les États-Unis et les Européens leur refusent.

Cette coopération croissante entre les pays du Golfe et la Chine pourrait sur le long terme poser problème pour les intérêts du Royaume-Uni dans la région. La pénétration technologique croissante de Pékin pourrait notamment se révéler problématique pour le partage de renseignement et d’informations sensibles avec certains pays du Golfe. Plusieurs diplomates britanniques expriment en privé une certaine inquiétude quant aux conséquences stratégiques de long terme de la présence chinoise dans la région, et dénoncent le manque de mesures sérieuses prises par leur gouvernement pour évaluer ces répercussions.

Cette transformation en cours de l’architecture sécuritaire dans le golfe Persique et la péninsule Arabique, et l’autonomisation grandissante de la politique étrangère des pays du CCG marginalisent l’influence du Royaume-Uni et de ses alliés européens dans la région. La crise du Qatar, déclenchée en juin 2017 avec le blocus de Doha par ses voisins (Arabie saoudite, EAU, Bahreïn, Égypte), a par exemple révélé l’incapacité totale des Britanniques d’influer efficacement sur leurs partenaires pour les contraindre à adopter une position plus raisonnable. Dans la Corne de l’Afrique et la mer Rouge, où les rivalités entre les Émirats, l’Arabie saoudite, le Qatar et la Turquie menacent la stabilité de la région, les Britanniques peinent à jouer un rôle proactif malgré les intérêts sécuritaires et énergétiques en jeu. Enfin au sud du Yémen et en Syrie, les Émirats montrent des signes de rapprochement avec la Russie qui pourraient éventuellement marginaliser les intérêts britanniques ou européens.

Pour le moment, la diversification des alliances avec de nouveaux acteurs comme la Chine et la Russie est conçue par les pays du Golfe comme leur donnant un levier d'action supplémentaire, mais ne signifie pas pour autant qu'ils sont prêts à tourner le dos totalement à leurs partenaires américain et européens qui restent encore cruciaux. Le Royaume-Uni doit cependant prendre la mesure de la transformation profonde des rapports de forces qui est en cours. Les divisions intra-européennes actuelles, renforcées par le Brexit, bloquent pour le moment sa capacité à atteindre une masse critique suffisante pour que les intérêts européens pèsent dans la balance.